Les sciences sociales africanistes à l'épreuve des projets de développement

Peuvent-elles dépasser l'opposition entre l'universalisme de l'économie et le relativisme de l'anthropologie ?

Africanist Social Sciences to the Test Development Projects. Can they Overcome the Opposition between Universalism and Relativism Economy of Anthropology?

Philippe Hugon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16662>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.16662

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 8 septembre 2011

Pagination : 331-352

ISBN : 978-2-7132-2298-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Philippe Hugon, « Les sciences sociales africanistes à l'épreuve des projets de développement », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 202-203 | 2011, mis en ligne le 27 octobre 2013, consulté le 20 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16662> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.16662>

Ce document a été généré automatiquement le 20 juin 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Les sciences sociales africanistes à l'épreuve des projets de développement

Peuvent-elles dépasser l'opposition entre l'universalisme de l'économie et le relativisme de l'anthropologie ?

Africanist Social Sciences to the Test Development Projects. Can they Overcome the Opposition between Universalism and Relativism Economy of Anthropology?

Philippe Hugon

- 1 Les disciplines économiques et anthropologiques notamment africanistes ont été généralement caractérisées par des exclusions et des cloisonnements. Historiquement, l'économie s'intéresse principalement aux sociétés marchandes et capitalistes occidentales alors que l'ethnologie ou l'anthropologie prennent pour champ les sociétés « primitives » exotiques¹. La confrontation ancienne entre l'anthropologie et l'économie a recoupé ainsi largement le débat méthodologique entre l'holisme et le relativisme versus l'individualisme et l'universalisme, voire celui entre des sociétés supposées holistes et individualistes.
- 2 D'un côté, l'économie a été principalement élaborée à partir des questions de la rareté, du marché, de la monnaie, de l'accumulation du capital, de l'industrialisation concernant les économies occidentales. Elle a voulu par décalcomanie ou impérialisme disciplinaire transposer ses outils et questionnements aux économies dites en développement notamment africaines. L'économie apparaît souvent aux yeux des sciences africanistes comme formaliste, réductionniste, hypothético-déductive, ésotérique dans sa formalisation, voire marquée par une aliénation marchande ou une idéologie justifiant le capitalisme et la modernité « occidentale ».
- 3 De l'autre, les travaux africanistes notamment anthropologiques ont souvent voulu partir d'une démarche de terrain privilégiant le particularisme, les cultures spécifiques, les acteurs du bas, voire trouver dans les sociétés exotiques, par un effet de miroir, l'image inversée des sociétés occidentales (don versus échange onéreux, communautés

versus individus, solidarité *versus* utilitarisme, sociétés froides hors de l'histoire *versus* sociétés chaudes...). Vues sous un autre regard, les sociétés « primitives » sont d'abondance (Sahlins 1976) et efficientes selon leurs propres finalités. L'anthropologie apparaît aux yeux de nombreux économistes comme étant marquée par l'empirisme du terrain, l'induction ou le relativisme, voire l'exotisme à la recherche d'une différenciation radicale.

- 4 Le champ du développement a été un lieu de rencontres obligé des deux disciplines. L'économie a cherché à aborder les sociétés non occidentales, et l'anthropologie a été confrontée aux projets de développement. Les questions posées par les sciences sociales du développement et la mise en œuvre de projets de développement ne sont pas toutefois exemptes du risque de décalcomanie, d'effet miroir ou d'une vision téléologique. Elles obligent de prendre en compte l'historicité des sociétés, leur mise en relation asymétrique, les dialectiques entre développeurs et développés, leur insertion dans une même architecture internationale et un monde globalisé.
- 5 Bien entendu, ces oppositions de méthode et de terrain ont évolué avec chacune des disciplines et des rapprochements se sont opérés. Les éclairages économiques et anthropologiques apparaissent alors complémentaires pour analyser une réalité hybride et évolutive, faite de déstructuration/restructuration, de combinaisons plus ou moins conflictuelles de référents pluriels, d'affrontement de représentations et de jeux d'acteurs dominants et dominés en situation d'interaction asymétrique. La question méthodologique est celle de l'itération terrain/ théorie et du comparatisme.
- 6 Les travaux de terrain permettent de relativiser les catégories économiques tout en leur redonnant sens. Ils permettent de prendre en compte la diversité des institutions, des structures, et des trajectoires. Inversement, les travaux économiques permettent de comprendre les questions d'allocation des ressources et de gestion de la rareté, les logiques d'insertion dans une économie mondialisée, l'impact des projets de développement. La mise en œuvre des politiques de développement avec des jeux d'acteurs de ruse, de confrontation des référents pluriels, de projets contradictoires sont des lieux particulièrement révélateurs de ces confrontations.
- 7 Cet article rappelle l'opposition historique entre les éclairages économiques et anthropologiques en privilégiant la question du développement avant de présenter certains enjeux méthodologiques et épistémologiques d'une anthropologie économique du développement en l'illustrant par la filière coton.

L'économie du développement et les risques de décalcomanie

Le champ de l'économie du développement

- 8 Longtemps, les sociétés « exotiques » ont été considérées comme étant hors du champ de l'économie. L'économie du développement a été fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans un contexte de reconstruction, de décolonisation, de mise en place des institutions des Nations Unies et des institutions chargées du développement. Selon les pionniers de l'économie du développement, trois postulats fondaient cette discipline : la légitimité d'une analyse économique ; l'objet du développement,

changement structurel qui diffère de la croissance ; le terrain, les économies sous-développées notamment africaines. Chacun de ces points fait l'objet de débats.

Le débat sur l'objet et la méthode de l'économie

- 9 L'économie est un éclairage partiel d'une totalité à partir d'un cadre de cohérence et de règles d'équivalence permettant la mesure. Cinq conceptions de l'économie diffèrent selon leur degré de généralisation : celle substantive au sens de Polanyi (ressources, besoins, satisfaction de l'existence matérielle des hommes) ; celle formaliste de l'adéquation des moyens aux fins (*economicizing*) ; celle de l'échange marchand (monnaie, marché, échange onéreux) ; celle du capitalisme (profit, capital, « marchandises fictives » selon Polanyi : terre et travail) ; et celle de l'ordre économique qui renvoie à la signification ou au sens commun, au sens de Weber, que les hommes donnent à leur activité. L'économie traduit l'affrontement de projets de personnes et d'acteurs dotés de conscience et d'intentionnalités à propos d'activités mobilisant des énergies, renvoyant à des représentations et à des significations. L'ordre économique en modernité est caractérisé par la liberté (le marchandage), l'efficacité (la direction ou l'autorité managériale) et le collectif ou la rationalisation (Billaudot 2006). Selon Polanyi (1957), l'économie, procès institutionnalisé d'interaction entre l'homme et son environnement, est, à des degrés divers, enchâssée selon trois formes de transaction le marché, la redistribution, et la réciprocité correspondant à trois principes, la symétrie, la centralité et l'équivalence ; le principe d'*economicizing* n'acquiert de validité que lorsque les systèmes économiques deviennent autonomes.
- 10 Ces cinq éclairages économiques ont plus ou moins de pertinence selon les sociétés. Toutes les sociétés humaines connaissent des activités économiques, au sens de l'économie substantielle de Polanyi et vraisemblablement de l'adéquation des moyens aux fins (conception formelle). En revanche, les représentations et significations diffèrent selon les sociétés. Dans de nombreuses sociétés africaines, la monnaie n'est pas un équivalent général, la terre n'est pas aliénable et les relations sociales personnalisées et de proximité s'opposent à l'ordre marchand caractérisé par l'anonymat des relations, le contrat et le droit. En revanche, la rareté des biens essentiels et de l'argent domine pour assurer la survie de la très grande majorité des populations et non l'abondance étudiée pour des sociétés exotiques rurales (Sahlins 1976).

Le débat sur les processus historiques évolutifs ou involutifs

- 11 Les trajectoires historiques des sociétés sont plurielles et certains processus sont réversibles. Le développement se différencie de la croissance. Il est à la fois un processus objectif et mesurable (indicateurs de productivité, de pauvreté, d'inégalités ou d'empreinte écologique), normatif (vecteur d'objectifs sociaux désirables) et un projet (porté par les acteurs du développement). Étymologiquement, il signifie déployer ce qui est enveloppé chez les êtres (capabilités) et les sociétés. Il ne désigne pas le processus particulier de l'Occident mais une diversité de trajectoires sans pouvoir être assimilé à l'ensemble des trajectoires historiques des sociétés. Il prend en compte à la fois les dynamiques endogènes propres aux diverses sociétés et leur mode d'insertion dans l'économie internationale. Il n'y a de développement que dans le long terme. Les trajectoires des sociétés sont contrastées. Le temps de la mondialisation (compétitivité,

ouverture, adaptation aux nouvelles données technologiques, etc.) n'est pas celui du développement économique (en termes de mise en place d'institutions, de construction des marchés, de progrès durables de productivité) ni celui des trajectoires sociohistoriques des sociétés (construction des États et des nations, redéfinition des frontières et double légitimation externe et interne des pouvoirs). Les sociétés construisent leur propre modernité en combinant leurs temps historiques propres et le temps de la mondialisation.

- 12 L'enveloppement économique ou l'invololution peut être, inversement, défini comme le processus inverse se traduisant par des indices de marginalisation, de déclin de la productivité, de cercles vicieux et de trappes à pauvreté. L'étude du sous-développement renvoie, selon les paradigmes fondateurs, soit à un retard, soit à un écart (vis-à-vis), soit à un produit du développement. Elle conduit alors à un processus historique de déstructuration liée à la mise en relation asymétrique de sociétés pouvant conduire à un processus maîtrisé de développement ou au contraire à une marginalisation, à une paupérisation et à une vulnérabilité.

Les spécificités des économies du Sud notamment africaines

- 13 Le troisième pilier fondant l'économie du développement est le terrain des « Suds » ou du Tiers-Monde longtemps supposés sans histoire ni économie. Il s'agit évidemment de type idéal au sens weberien. Les traits structurels sont liés à l'histoire coloniale, au mode d'insertion dans la division internationale du travail mais également au faible niveau de productivité, à l'incomplétude des marchés notamment de la terre. Les traits structurels internes (dualisme et désarticulation, faible intégration des marchés, niveau limité du capital physique et humain et de la productivité, croissance démographique...) sont en liaison avec des traits structurels externes (spécialisation coloniale, poids des ressources naturelles, dépendance en capitaux et en technologies, extraversion, croissance appauvrissante par spécialisation dans les chaînes de valeur internationale). Les économies sous-développées sont désarticulées, extraverties, caractérisées par un poids important de la pauvreté, de la précarité et de la vulnérabilité. Au-delà de leurs très grandes hétérogénéités, les sociétés africaines doivent répondre aux défis démographiques liés à la croissance de la population, au poids des jeunes, aux mobilités et explosions urbaines. Certains traits communs apparaissent liés à des économies éclatées, hétérogènes, fractionnées, à la diversité des formes institutionnelles et des règles de codification. La marginalité, la violence, le despotisme, les savoirs subalternes ou l'hybridité culturelle sont des traits socioculturels et politiques dominants. L'économie populaire rurale et urbaine fonctionne en interrelations et soumission avec l'économie dite moderne. Ses agents sont à la fois insérés dans le marché et les réseaux multiples de relations sociales. En l'absence d'assurance vieillesse ou de sécurité sociale, des communautés d'appartenance ou d'adhésion permettent de prendre en charge les non-productifs. Des indicateurs permettent de mesurer et de comparer les sociétés : revenus par tête au taux de change ou en parité des pouvoirs d'achat, indices de pauvreté monétaires ou non, transitions démographiques, indice de Gini, empreinte écologique. Les cinquante-trois États d'Afrique sont aussi caractérisés, à des degrés différents, par de grandes transformations liées à l'urbanisation, à la diversification des partenaires (les Suds représentent en 2010 un tiers des relations commerciales de l'Afrique soit plus que l'Europe), à l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication,

aux progrès de scolarisation ou de santé. Le capital naturel joue un rôle croissant. La croissance économique annuelle moyenne a été supérieure à 5 % durant la décennie 2000, malgré la crise mondiale. Les marchés urbains et péri-urbains se sont intensifiés rapidement.

- 14 Le marché diffère du capitalisme. La monnaie et la marchandise ne sont pas des invariants anthropologiques. La monnaie n'est pas prioritairement un instrument rationnel fondant les échanges marchands et encore moins une manière de rompre le troc. Elle est un lien social et une représentation où se mêlent confiance, légitimité et pouvoir. C'est l'adhésion commune à la violence (Aglietta & Orléans 1995). La monnaie n'a pas, en zone rurale, pouvoir libératoire sur tous les biens et généralement pas sur les facteurs de production (terre, travail). Sa circulation est limitée à certaines sphères où la valeur d'échange domine la valeur d'usage. Plusieurs sociétés africaines connaissent encore des places de marché caractérisées par des échanges de biens et par la construction de liens mais une incomplétude des marchés (marchandises fictives selon Polanyi [1957]). Les circuits commerciaux sont généralement très efficaces, et la domination du capital marchand correspondant à la valorisation du capital par le commerce import-export et les rentes l'emporte sur un capital productif conduisant à des progrès de productivité. Le capitalisme implique, au contraire, que les facteurs de production ou forces productives deviennent marchandises avec des droits de propriété privée. La monétisation de l'économie est toutefois croissante et le foncier, patrimoine caractérisé par une pluralité des droits, devient aliénable de manière rapide.
- 15 Les dynamiques et les trajectoires historiques sont également contrastées. Certaines dites émergentes s'intègrent positivement dans la mondialisation et d'autres sont prises dans des trappes à pauvreté. Les centres exercent vis-à-vis des périphéries des forces centrifuges ou centripètes. Cette focalisation suppose de prendre en compte les interdépendances et les asymétries internationales avec aujourd'hui le rôle croissant des émergents d'Asie, d'Amérique latine ou des pays pétroliers.
- 16 Bien entendu, l'économie du développement fait l'objet de débats essentiels entre ceux qui considèrent qu'il y a universalité des concepts et spécificité des contextes et les économistes qui cherchent à construire de nouveaux concepts en partant des spécificités des sociétés.
- 17 Selon le premier courant, l'économie du développement se rapproche sur le plan macro de l'économie de la croissance et sur le plan micro de la décision en information asymétrique. La théorie moderne de la croissance intègre les externalités et les rendements d'échelle et raisonne en concurrence imparfaite. Elle prend en compte les profils institutionnels. La théorie micro prend en compte les univers de risque d'information imparfaite, conduisant à des rationalités limitées. Les choix rationnels en information imparfaite peuvent porter sur les modes de coordination marchande ou non marchande et sur les règles (approche néo-institutionnaliste). La réduction des coûts de transaction et des risques est un facteur déterminant de ces choix. Les économistes standards ont intégré l'importance des réseaux (Granovetter 1985), du capital social, des arrangements institutionnels comme facteur d'efficacité et de développement des capacités.
- 18 Selon le second courant, il importe de partir des faits stylisés du sous-développement, des spécificités structurelles et institutionnelles des sociétés et de leur mode d'insertion dans l'économie mondiale. Les institutionnalismes historiques, comme la

théorie de la régulation, mettent à l'épreuve les régimes d'accumulation et les formes institutionnelles dans le cadre d'État-nation conduisant à une pluralité de modes de développement. Les analyses d'économie politique internationale partent au contraire des relations asymétriques internationales pour voir comment les économies dépendantes, dominées, périphériques connaissent des trajectoires spécifiques de sous-développement.

- 19 Au-delà de ces oppositions concernant l'économie du développement, cette représentation économique *top down* a des limites. La décalcomanie consiste à transposer des catégories forgées en Occident aux sociétés africaines, et à comparer les sociétés selon des indicateurs normés. L'économie du développement a fait ainsi l'objet de critiques importantes de la part d'autres disciplines considérant qu'elle est réductionniste, qu'elle repose sur l'évolutionnisme, sur un prisme occidental et sur une conception marchande ou utilitariste des comportements.

L'anthropologie et la critique de l'économie du développement

L'Anthropologie et la critique de l'économie

- 20 À l'inverse des analyses économiques précédentes, la démarche anthropologique vise à repérer le particulier et le spécifique des institutions propres aux diverses sociétés, à ouvrir la boîte noire des relations et régulations dites informelles. Les travaux de terrain sont localisés, territorialisés (*bottom up*). Ils cherchent à prendre en compte les représentations, significations des activités et privilégient le qualitatif. L'anthropologie pouvant être définie *a minima* comme « la restitution de situations d'interactions au travers des catégories des acteurs » (Baré 2001 : 95). Elle est la science du local éloigné, à dominance rurale.
- 21 Historiquement, l'ethnologie ou l'anthropologie, forgées dans les sociétés occidentales, ont cherché à dévoiler en quoi les économistes ont une anthropologie naïve, une iconologie et une vision essentialiste. Soit l'autre est l'image inversée de soi ; Vendredi *homo traditionnalis* s'oppose à Robinson *Homo œconomicus*². Soit l'autre apparaît en retard de développement. L'économie classique et Marx reprennent l'évolutionnisme de Morgan se référant à la Grèce et à Rome et distinguant les états sauvage, barbare et civilisé. Soit l'autre se situe hors du champ de l'économie et de la rationalité. Selon « l'économie néoclassique » (Menger 1871), l'utilitarisme est spécifique aux seules sociétés marchandes. Économiser (*economizing attitudes*) renvoie aux seules échelles de valeurs des économies de marché. D'autres principes dominent pour les économies non marchandes retardées (*backward*), arriérées (*zuruckgeblieben*), non civilisées (*uncivilisient*) ou non développées (*unentwickelt*).
- 22 Paradoxalement, cette dichotomie entre sociétés froides et chaudes, traditionnelles et modernes sera largement reprise par l'anthropologie sociale fonctionnaliste (Malinowski 1970) ou structuraliste (Lévi-Strauss 1958) considérant que l'anthropologie a pour objet les sociétés non marchandes. Dans les sociétés froides, analysées hors de l'histoire et de la *praxis*, les rapports de parenté ont une valeur opératoire comparable à l'échange marchand pour les sociétés chaudes ou entropiques (*ibid.*). Il s'agit de révéler la syntaxe des sociétés et les relations significatives qui font sens. À la limite, le relativisme culturel interdit de comparer les sociétés. Dans une conception essentialiste

et a-historique, anthropologie et économie ont chacune leur terrain propre. Ces travaux rejettent les sociétés « primitives, premières, exotiques, autres » hors du champ de l'économie, des comparaisons institutionnelles et de la question du développement.

- 23 On retrouve aujourd'hui le risque d'une image inversée par effet de miroir et de points de vue essentialistes dans des courants anti-utilitaristes (Mauss 1923). L'Afrique serait alors l'univers de la solidarité, de la communauté s'opposant à l'utilitarisme et à l'individualisme. *L'homo donator* s'opposerait à *l'homo œconomicus* et le lien social au bien matériel. À ce discours de l'altérité radicale fait écho un discours africain afro-centré, caractérisé par une clôture identitaire et un discours ethno-nationaliste africain privilégiant le particularisme et déniait à l'homme blanc le droit de construire un discours sur l'Afrique. La lutte passerait prioritairement par la décolonisation des catégories et des cerveaux.

L'anthropologie historique critique du développement

- 24 Plusieurs travaux anthropologiques cherchent, en revanche, à comprendre les dynamiques sociopolitiques, à comparer les configurations institutionnelles et à intégrer la violence de l'histoire en analysant des situations complexes, ambiguës et évolutives interdisant toute vision essentialiste sur l'homme africain. Selon l'anthropologie politique et historique (Balandier 1963), les situations coloniales et les dynamiques du dedans et du dehors traduisent des transformations permanentes des sociétés dites exotiques interdisant toute vision essentialiste sur les sociétés. De même, selon Althabe (1973), les formes « traditionnelles » telles les danses de possession, ne sont que des libérations dans l'imaginaire face à des oppressions postcoloniales. Ces approches ont l'intérêt d'historiciser les sociétés et d'adopter une approche dynamique. Elles occultent, en revanche, largement le champ de l'économie et les modes d'insertion des économies africaines dans l'économie mondiale.

Les tentatives avortées d'une anthropologie économique intégrant le développement

- 25 L'anthropologie économique peut être divisée selon la distinction de Godelier (1974) en trois écoles, formaliste reposant sur l'universalité du calcul économique, substantive d'un procès institutionnalisé (Polanyi 1957) et structuralo-marxiste. Celle-ci (Terray 1969 ; Rey 1973 ; Meillassoux 1975) rompt avec la conception évolutionniste marxienne. Selon l'analyse althusserienne en termes d'articulation de modes de production, le mode de production capitaliste est déterminant en dernière instance mais pas dominant. Une même règle ou institution (ex. de la dot) a des significations différentes selon les modes de production. La dot monétisée, versée par le migrant du Malawi salarié dans les mines sud-africaines est ainsi utilisée pour acheter des biens de prestige tels les bœufs, sacrifiés dans des fêtes, qui renforcent les pouvoirs et accumulent les liens aux dépens des biens. Les salariés insérés dans des rapports capitalistes sont également des cadets intégrés dans des rapports lignagers ou domestiques et participent à l'accumulation de biens de prestige. Cette approche critique du dualisme de l'économie du développement a été aujourd'hui largement abandonnée. Les catégories de modes de production mettent sur le même pied le capitalisme mondial et des systèmes lignager, domestique ou tributaire. Le matérialisme historique occulte les

sens, les systèmes de valeurs et significations des actions pour les réduire à de simples idéologies.

- 26 Plusieurs travaux d'anthropologie économique intégrant le développement ont cherché à lier la démarche anthropologique et économique pour analyser les sociétés africaines et mettre en place des projets de développement. En France, les analyses de filières initiées par la Société d'études de développement économique et social (SEDES) à partir de la méthode des effets, ont servi de socle à la méthodologie utilisée par le bureau des évaluations du ministère de la Coopération (Claude Freud) avec des experts détachés de bureaux d'études et d'organismes de recherche comme G. Duruflé, J.-M. Funel, J. Richard, P. Thenevin (Fabre, Duruflé & Young 1988). Ces évaluations ont mis en relation les stratégies d'acteurs et les contraintes techniques et institutionnelles des projets de développement et des politiques d'ajustement structurel. L'INSEE coopération, l'ORSTOM (sous l'impulsion de Nicolai [1984], avec des chercheurs comme Couty, Gastellu), les ONG (IRAM) ont cherché à intégrer les approches. Le groupe AMIRA³ (Winter 2010) a ainsi repensé les catégories de la comptabilité nationale au regard des catégories anthropologiques permettant notamment de reconsidérer la catégorie ménage ou unité productive. Gastellu (1979) a ainsi montré que les unités de consommation, de production, de répartition et d'accumulation différaient. Nos travaux de terrain sur la petite production marchande ou l'économie populaire urbaine ont montré en quoi l'insertion des activités dans des relations marchandes ne pouvaient se comprendre indépendamment de leur double insertion dans les réseaux familiaux et sociaux et des liens de dépendance avec l'économie dite moderne. Les petits producteurs d'Antananarivo sont insérés dans le marché, en termes d'accès au crédit, d'achats d'intrants, de niveau et de volatilité de pouvoirs d'achat des clients, avec concurrence et nécessité d'argent pour rembourser le prêteur et acheter le nécessaire. Ils ont également des relations multiplexes (professionnelles, de parenté, de sociabilité) et utilisent des réseaux sociaux. Ils ont parfois des logiques d'accumulation en terres et bœufs pour améliorer leur statut social dans leur zone rurale d'origine. La grande instabilité des marchés les conduit à s'appuyer, à l'intérieur des unités de production, sur des réseaux sociaux et familiaux (apprentis, aides familiaux gratuits, adolescents confiés, anciens captifs...) et (ou) à pratiquer la poly-activité permettant une résilience et une flexibilité des charges (Hugon 1976).
- 27 Ces essais, quels que soient leurs intérêts, ont été abandonnés pour des raisons politiques et non méthodologiques pour des approches normalisées en termes de secteur informel, d'indicateurs de pauvreté, d'évaluation des projets par les prix de référence.

Une anthropologie des projets de développement

- 28 L'anthropologie des projets (de) ou appliquée au développement a aujourd'hui largement rompu avec l'approche structuralo-marxiste privilégiant les sociétés précapitalistes et leur articulation avec le mode de production capitaliste. Elle a une dimension politique et organisationnelle étudiant l'interaction entre le développé et le développeur ou l'évaluateur et l'évalué chez Chauveau (1981-1982), J.-P. Olivier de Sardan (1995) ou J.-F. Baré (2001). Elle a intégré les apports des analyses transactionnelles et stratégiques, voire du néo-institutionnalisme, de la sociologie des acteurs s'opposant au structuralisme, mais également des travaux de Michel Foucault. Elle est en phase avec une approche à la fois empirique et microprivilégiée dans la

tradition anglo-saxonne (Ferguson 1990 ; Grillo & Rew 1985) tout en empruntant à la théorie des champs de Bourdieu. Elle est une microsociologie politique des actions de développement dont le projet constitue la figure centrale. Le développement est un terme et une catégorie locale portés par un des acteurs ou locuteurs mais non pas un concept susceptible d'expérimentation ou de réfutation. Il est un processus dialectique entre développeurs et développés et échappe ainsi à une définition normative. J.-P. Olivier de Sardan (1995 : 7) le définit comme « l'ensemble des processus sociaux induits par les opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou de savoirs ». Selon P.-Y. Le Meur (2008 : 10), « le développement comme constructivisme produit simultanément un monde et un savoir sur ce monde selon une logique qui ressemble fort à la logique coloniale ». Le projet de développement est « une arène à l'intérieur de laquelle s'affrontent et négocient des groupes stéréotypes dotés de ressources, d'objectifs et de visions du monde différencié » (Bako-Arifari & Le Meur 2001 : 134). Il se définit par un espace social (champ ou arène), lieu de confrontation, de négociation ou d'alliances entre des acteurs dotés de ressources inégales et mus par des intérêts, des normes, des valeurs spécifiques. Face au *package* technique, aux savoirs et pouvoirs des intervenants dominants (ex. des experts en développement), les acteurs « dominés » ont des principes d'action fondés sur la ruse, le détournement, la réinterprétation (Copans 2007 ; Ferguson 1990 ; Olivier de Sardan 1995). L'accent est mis prioritairement sur les acteurs, leurs pratiques, leurs représentations, leurs jeux de ruse ou de contournement des règles. Une anthropologie du développement est possible dès lors qu'il existe des projets portés par des acteurs et des institutions développementalistes. Il y a ainsi volonté de rupture avec une vision macro et normative en termes de modernisation, et holiste de fait social total. Comme l'écrit Olivier de Sardan (1995 : 17) « une science ou anthropologie du changement social et du développement est tout à la fois une anthropologie politique, une sociologie des organisations, une anthropologie économique, une sociologie des réseaux, une anthropologie des représentations et systèmes de sens ».

- 29 Cette approche, qui renoue avec les acteurs localisés et leurs stratégies, a l'intérêt d'éviter une approche *top down* et normative, de projets développementalistes portés par les États ou les bailleurs de fonds développeurs. Elle joue un rôle critique important des institutions développementalistes en dévoilant les raisons des échecs des projets portés par les acteurs développementalistes et en montrant en quoi un projet économique soi-disant neutre politiquement est au cœur du politique⁴. Elle est moins à même de comprendre les processus endogènes de développement économique observables dans de nombreuses sociétés asiatiques, latino-américaines voire africaines. Elle analyse moins en quoi les rapports hégémoniques conduisent à intérioriser des normes, à modifier les aspirations des développés. Elle a certes pour ambition de lier les niveaux locaux et globaux et de remonter au niveau de l'économie politique. Elle demeure toutefois pauvre sur les régimes économiques (rentiers, d'accumulation) et politiques (autoritaires, totalitaires) à l'intérieur desquels se déploient les projets et les stratégies d'acteurs.

Vers une anthropologie économique du développement ?

Les fondements d'une anthropologie économique du développement

- 30 Sur quels principes peut se reconstituer aujourd'hui une anthropologie économique du développement ? Un tel projet ambitieux doit relier trois niveaux.
- 31 Au niveau local, il importe de prendre en compte les rationalités situées des acteurs. Les sociétés sont construites sur la distinction entre les patrimoines non aliénables et les capitaux, biens et services aliénables. Les premiers ont des valeurs mais pas de prix. Ils renvoient à des transmissions et filiations. Ainsi, les patrimoines de l'humanité, les objets sacrés, les biens de prestige ne peuvent faire l'objet d'échange. Les seconds constituent des commodités, biens ou services pouvant circuler soit sous forme d'échange onéreux (marchandise) soit sous forme de transaction domestique, publique de don et contre-don et donc hors prix. La marchandisation caractérisée par l'extension des patrimoines inaliénables (profanation du sacré, vente des patrimoines, brevetabilité du vivant) a peu à voir avec la marchandisation liée au caractère onéreux des circulations des biens et services ; renvoyant à des jeux de circulation, d'alliances ou d'échange (Appadurai 1986 ; Warnier 2009). Les sociétés sont structurées socialement par des groupes sociaux, classes, clans, ethnies, lignages ayant des rapports de pouvoir asymétriques. Les acteurs économiques sont situés et disposent de pouvoirs asymétriques, qu'il s'agisse, dans des relations localisées, des rapports cadets/aînés, hommes/femmes, maîtres/dépendants, ou de rapports marchands ou capitalistes/travailleurs, rentier/fournisseur de rente, ou corrupteur/corrompu dans des relations davantage globalisées et marchandes. Les acteurs ont un encastrement social ; ils sont insérés dans des réseaux avec une force des liens sociaux ou du « capital social » (Granovetter 1985). La question n'est pas seulement celle de la pluralité des normes, valeurs et intérêts des acteurs endogènes et exogènes mais la manière dont les dynamiques socio-économiques conduisent à changer de référents et éventuellement à intérioriser ceux des acteurs hégémoniques. Les acteurs sont pris dans des référents multiples et des marqueurs identitaires.
- 32 Au niveau global, se pose une question déjà abordée par Lévi-Strauss. Celle de la mondialisation, de l'uniformisation et de l'instantanéité des informations, de l'expansion du marché et de la marchandisation et de la destruction créatrice de l'innovation capitaliste. On ne peut comprendre les sociétés qu'en mettant en relation leurs dynamiques internes et externes. Historiquement, la marchandise a étendu son champ en Afrique, par le commerce lointain, par les traites esclavagistes puis par la contrainte coloniale favorisant l'impôt monétisé et la marchandisation et aujourd'hui par la mondialisation. Celle-ci est portée par des acteurs dominants publics et privés agissant dans un univers d'asymétrie de pouvoirs. Les économies africaines sont à la fois périphériques, dépendantes, ouvertes et intégrées dans la mondialisation. Les prix mondiaux s'imposent pour la plupart des acteurs (prix des biens alimentaires ou des produits primaires exportés). Les sociétés africaines sont historiquement ouvertes et sont mondialisées même s'il y a peu de domaines où elles sont mondialisatrices (Ki Zerbo 2003). L'impact de la crise financière mondiale est là pour rappeler la contagion de la crise par les canaux commerciaux, financiers, productifs ou par les prix.

- 33 À un niveau intermédiaire, les projets de développement renvoient évidemment à une confrontation entre systèmes de représentation et conflits d'objectifs d'acteurs. Ils peuvent être analysés en termes de chaînes de valeurs et de processus de production, de consommation. On peut évaluer des résultats en termes de productivité globale des facteurs, d'indice de Gini, d'empreinte écologique, d'effet multiplicateur ou d'interdépendance sectorielle, et utiliser des tests empiriques de mesure et de réfutation. Il importe également de lier les institutions, règles, enjeux et ressources conduisant à des arrangements, « ensemble de règles et de comportements qui gouvernent les actions et les relations entre agents », et les systèmes institutionnels nés de rapports de pouvoir. Les institutions peuvent se définir en termes d'efficience comme réductrice de coûts de transaction, ou d'incertitude. Elles sont également le fruit de rapports sociaux, de conflits et de compromis ou comme « une action collective en contrainte, en libération et en expansion de l'action individuelle ». Une approche institutionnaliste historique doit étudier les conflits, les luttes, les contre-pouvoirs et voir comment, dans un contexte donné, il y a pluralité des institutions et domination de certaines. Les institutions ne sont pas seulement des pratiques collectives mais des cadres cognitifs et moraux dans lesquels se développent des pensées individuelles. Quelles sont les institutions qui comptent ? Quelles sont les incidences des rythmes et des séquences de transformations institutionnelles réalisées sur des trajectoires observables ?

Les défis méthodologiques et épistémologiques : illustration par la filière coton

- 34 Nous illustrerons cette démarche méthodologique à partir des filières coton en Afrique. Cette montée en complexité suppose de combiner trois approches : celle micro ou locale qui part des acteurs, de leurs rationalités situées et de leurs stratégies ; celle globale d'économie politique internationale qui étudie les pouvoirs de marché des acteurs et l'impact de la concurrence déloyale et imparfaite ; et celle méso-économique en termes de flux et de rapports de pouvoirs de la part des grands acteurs publics et privés internationaux. Il s'agit ensuite, en se plaçant à un niveau supérieur de complexité, de lier les structures sociales et les stratégies d'acteurs par des médiations institutionnelles en distinguant les faits collectifs (les valeurs, les normes, les institutions) et les actions, les mobiles et leurs modes opératoires.
- 35 À un niveau micro, le chercheur ne rencontre que des catégories ambivalentes et des pratiques d'agents à la fois insérées dans le marché et prises dans des réseaux multiples de relations sociales. On note, en particulier en milieu urbain, une individuation plus grande des comportements (Marie 1999), une émancipation relative des jeunes vis-à-vis des référents sociaux et culturels. Les rationalités des acteurs sont situées et complexes. Il faut dépasser le débat individualisme méthodologique/holisme, la subjectivité d'individus rationnels et les effets de structures sans activité ni intentionnalité d'acteurs. L'holindividualisme⁵ est un entre-deux entre l'acteur et le système, les comportements et les structures (Nicolai 1984). Les institutions jouent un rôle médiateur. La rationalité complexe suppose de combiner le constructivisme (C) : elle se construit dans ses interactions socialisées avec la nature et la culture ; le subjectivisme (S) : elle n'est pas indépendante de la personne ; et la phénoménologie (P) : elle opère sur des représentations de la réalité (Le Moigne 1995). La personne est

un être socialisé doté de raison, de sens moral, responsable, agissant sous le regard de l'autre. Les acteurs agissent en informations et pouvoirs asymétriques et en risques ou incertitudes. Les arbitrages entre liquidité ou réversibilité et incertitude conduisent pour la majorité des acteurs ruraux africains à des comportements routiniers plus qu'innovateurs, court-termistes, de minimisation des risques favorisant la poly-activité et l'extensivité. Les fortes contraintes interdisant une vision utilitariste se combinent avec des stratégies individualisées notamment d'*exit option*.

- 36 Il s'agit ainsi de repérer la pluralité des acteurs intervenants à la fois au sein de la filière coton (des producteurs directs aux exportateurs en passant par les collecteurs, les distributeurs, les transporteurs, les industriels...) et le fait que ces acteurs ont des actions non réductibles à la filière. Il s'agit de définir la pluralité des mobiles objectifs des acteurs de la filière : maximisation des profits, minimisation des risques, sécurité alimentaire ou de solidarité. Les acteurs qui interviennent au sein des filières sont pluriels et non réductibles aux paysanneries. Ils connaissent des situations asymétriques, de pouvoirs, d'information et visent des objectifs pluriels. La compréhension des comportements des cotonculteurs suppose de lier les structures familiales, la pluralité des droits fonciers et les statuts sociaux. Le coton apparaît alors comme une culture marchande voire exogène trouvant place dans un système social structuré. Mais il est également une marchandise jouant un rôle de sécurisation alimentaire par les revenus ou les productions jointes ; les acteurs répondent aux jeux des prix soit par des effets revenus, soit par élasticités positives de l'offre (avec parfois, comme au Mali, des grèves si les prix sont trop bas). Ils font des arbitrages entre l'extensif réducteur de risque et permettant une réversibilité de la production (valeur d'option) et l'intensif supposant une stabilisation de l'environnement et une réduction de l'incertitude. Ainsi, les paysans, producteurs de coton dans le cadre d'une agriculture familiale, pratiquent des pluri-activités et privilégient généralement la sécurité alimentaire. Ils s'insèrent dans des systèmes sociaux caractérisés par des stratifications sociales, des systèmes de représentation s'éloignant de l'*homo œconomicus*.
- 37 À l'autre bout de la chaîne ou de la filière en aval dominant des logiques liées à la mondialisation des produits, à la compétitivité (prix, qualité), aux enjeux des subventions et des politiques publiques et aux politiques de change, aux pouvoirs de marché des acteurs dominants. Les marchés internationaux du coton sont, ainsi, sur-réactifs du fait des fluctuations des surplus exportés, des importations de la part des grands pays consommateurs comme la Chine, des stockages spéculatifs et des placements des fonds de pension privés ou publics des pays émergents. La référence aux signaux des marchés mondiaux ne conduirait à une allocation optimale des ressources que si ces prix exprimaient les raretés et n'étaient pas manipulés. Les prix mondiaux ne peuvent être considérés comme des prix équilibrant à long terme l'offre et la demande, et donnant ainsi aux producteurs des signaux d'une bonne spécialisation. Ces argumentaires sont complétés par des analyses d'économie politique prenant en compte les rapports de force entre les pouvoirs privés et publics au niveau international. Les prix mondiaux déterminent, avec des filtres plus ou moins forts, les prix internes pour des acteurs *price taker*.
- 38 L'univers international du coton est celui de la concurrence imparfaite. Les échanges mondiaux sont contrôlés à près de 90 % par des sociétés de négoce (seize groupes multinationaux) en situation d'information asymétrique par rapport aux pays

producteurs. La vente du coton a longtemps été régulée par des accords internationaux. Les accords multifibres et vêtements-textiles (AVT) ont, jusqu'en 2005, encadré les produits textiles et les articles de confection à l'aide de quotas par pays et par produits. L'univers cotonnier révèle les asymétries internationales. Le million de cotonculteurs sahéliens cultivant entre deux à trois hectares et payés moins d'un dollar par jour affronte la concurrence des vingt-cinq mille cotonculteurs américains (dont 8 000 touchent 90 % des 4 milliards de dollars de subventions) disposant de mille hectares, mais produisant à des coûts supérieurs de 50 %.

- 39 À un niveau intermédiaire, le mésosystème ou filière permet de relier les niveaux micro et international, de comprendre la structure et le fonctionnement d'un champ, de repérer l'espace de déploiement des stratégies des acteurs, les lieux de valorisation des activités et d'expression des pouvoirs, les arrangements institutionnels et de lier structures et stratégies. Le mésosystème (Hugon 2005 : 87) est « un ensemble structuré de transformation de biens par des opérations d'acteurs, de modes de coordination (par les prix de marchés, les conventions, les contrats, les règles et réglementations...), de modes de régulation (domestiques, marchands, capitalistes, administrés). Le déploiement des stratégies des acteurs (*firmes*, offices publics, paysanneries, pouvoirs publics...) en charge des opérations se caractérise par une régulation du fonctionnement de la chaîne ; celle-ci est pilotée par une concertation entre plusieurs acteurs ou l'un d'entre eux ayant une position hégémonique ». L'analyse de filière la rend, ainsi, particulièrement opérationnelle pour les sociétés africaines caractérisées non seulement par des défaillances de marché *market failures*, mais par des non-constitutions de marchés (des facteurs de production de la terre, du travail ou du crédit) et par des défaillances des États et des règles *states and rules failures*.
- 40 Les filières coton regroupent des agents liés par un ensemble de règles hiérarchiques et de relations contractuelles permettant des dispositifs cognitifs collectifs. Les opérateurs déterminent des règles et des contrats notamment en ce qui concerne le partage de la valeur ajoutée au sein de la filière. Certains opérateurs jouent un rôle de *leader*. Les principales questions sont : les dynamiques viennent-elles de l'amont ou de l'aval de la filière ? Quels sont les goulets d'étranglement ? Quels sont les nœuds stratégiques et les lieux de valorisation ? Les filières peuvent être traitées en termes d'efficience, de capacité à réduire les coûts de transaction ou de règles du jeu. Dans une conception fonctionnaliste et utilitariste, les institutions résultent de choix pour des raisons d'efficacité. Les institutions sont déterminantes dans l'allocation des ressources. L'organisation en filières sous le contrôle des sociétés cotonnières se rapprochait du *putting out system* et des contrats de sous-traitance avec transactions liées. La société cotonnière en position de monopole liait le préfinancement, l'accès aux intrants, les débouchés assurés, l'information et la création des savoirs. Le producteur à domicile reçoit les intrants, et la vente du produit est assurée. Le différentiel entre les prix du coton graine et celui des intrants inclut le coût du crédit. Les filières coton ont ainsi historiquement fait l'objet de coordination centralisée sous le contrôle de la société d'État nationale et de la CFDT. Ce mode de coordination correspondait à un compromis institutionnel entre les producteurs disposant de revenus garantis et stabilisés, l'État bénéficiaire des recettes fiscales et des devises, les différents acteurs de la filière et la compagnie cotonnière ayant une position dominante de monopole. Ce système était en phase avec l'incomplétude des marchés et l'univers incertain. En revanche, il était protégé de la concurrence de nouveaux entrants et relativement

déconnecté des prix mondiaux, d'où des déficits périodiques abondés par l'aide publique française.

- 41 De nombreuses réformes institutionnelles ont cherché à ouvrir le secteur à la concurrence internationale, à privilégier l'objectif de compétitivité, à accepter les signaux des prix du marché mondial, à privatiser et à décomposer les segments des filières. Les compromis institutionnels ont fait place à des arrangements contractuels conduisant à une situation de forte instabilité en liaison avec l'instabilité des marchés mondiaux. Les modes de coordination sont devenus marchands et contractuels, avec des résultats limités voire négatifs en Afrique francophone. Les relations contractuelles de quasi intégration entre producteurs, commerçants et industriels sont d'autant plus justifiées que les produits sont périssables ou ont un coût de stockage élevé, que la valeur par unité de poids et de volume est importante, que la culture est annuelle, que le produit est transformé et que l'industriel a un coût fixe et a un besoin de réguler les approvisionnements, que le label de qualité est déterminant dans la compétitivité.
- 42 Dans plusieurs pays sahéliens, la méso-économie est largement confondue avec la macro-économie vu le rôle du coton dans le PIB, et sa contribution aux revenus des agents, aux recettes budgétaires ou aux devises. On estime que vingt millions de personnes vivent du coton en Afrique de l'Ouest et Centrale. Un producteur nourrit dix personnes ayant une espérance de vie de quarante-huit ans en moyenne et un taux d'alphabétisme de 25 %. La volatilité des prix mondiaux répercutée au niveau des producteurs accroît l'instabilité du revenu dans le cas le plus général d'élasticité positive de l'offre par rapport aux prix. Elle peut soit accroître l'épargne dans le cas de revenu permanent soit le plus souvent la réduire par effets cliquets concernant la consommation. Compte tenu de la priorité donnée à la sécurité alimentaire, l'instabilité des prix favorise des processus extensifs permettant une réversibilité des décisions. Au niveau macro-économique, la hausse des prix et des revenus cotonniers conduit à la hausse des prix des produits protégés du marché mondial (non-échangeables) aux dépens des autres produits ouverts à la concurrence internationale (échangeables). Il en résulte une baisse de la compétitivité de l'économie. Il existe, inversement, des effets cliquets ou d'irréversibilité dans le cas de chocs dépressifs. Dès lors, la stabilisation des prix réduit les volatilités des recettes d'exportation. Elle permet alors de neutraliser les chocs et les contre-chocs asymétriques et de lisser les conjonctures.
- 43
- 44 L'universalisme des catégories économiques renvoie à la globalisation des marchés financiers et de produits, à l'instantanéité et à l'uniformisation des informations, mais également à la nécessité de gérer les ressources rares et de répondre aux aspirations résultant de la mise en relation asymétrique avec les sociétés industrielles. Les agents ont également une aspiration croissante à des biens universels en termes de liberté, d'accès à des ressources. En même temps, se renforcent les marqueurs identitaires, le particularisme des référents religieux et culturels liés aux vulnérabilités, frustrations ou exclusions. D'où une ambivalence d'acteurs « ayant les pieds dans l'arbre à palabres et la tête dans l'Internet ». La démarche locale privilégiée par l'anthropologie ne trouve son sens que reliée à une économie politique plus globale. L'économie et les institutions dites modernes fonctionnent en symbiose avec des pouvoirs dont la légitimité s'inscrit dans une histoire longue. Elles répondent le plus souvent à une logique de rente. La réalité est hybride et évolutive, faite de destruction/ restructuration, de combinaisons

plus ou moins conflictuelles et de référents pluriels, de confrontation de systèmes de valorisation, de jeux d'acteurs dominants et dominés en situation d'incertitude.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA, M. & ORLÉANS, A. 1995 *La violence de la monnaie*, Paris, Odile Jacob.
- ALTHABE, G. 1973 *Oppression et libération dans l'imaginaire*, Paris, Maspero.
- APPADURAI, A. (ED.) 1986 *The Social Life of Things Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BAKO-ARIFARI, N. & LE MEUR, P.-Y. 2001 « Une anthropologie sociale des dispositifs du développement », in J.-F. BARÉ (dir.), *L'évaluation des politiques de développement*, Paris, L'Harmattan : 27-41.
- BALANDIER, G. 1963 *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF.
- BARÉ, J.-F. (DIR.) 2001 *L'évaluation des politiques de développement*, Paris, L'Harmattan.
- BILLAUDOT, B. 2006 « Développement et croissance. De la nécessité de distinguer ce qui est d'ordre économique et ce qui est de nature économique pour clarifier les débats actuels », in E. BERR & J.-Y. HARRIBEY (dir.), *Le développement en question(s)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux : 79-110.
- CHAUVEAU, J.-P. 1981-1982 « Pour une sociologie historique du développement », in J.-F. BARÉ & P. COUTY (dir.), *Institutions et pratiques du développement. Itinéraires*, Paris, ORSTOM : 13-24.
- COPANS, J. 2007 *Développement mondial et mutations des sociétés contemporaines*, Paris, A. Colin (« 128 »).
- FABRE, F., DURUFLÉ, G. & YOUNG, B. 1988 *Les choix de projet et les filières*, Paris, Ministère de la Coopération.
- FERGUSON, J. 1990 *The Anti-Politics Machine. Development, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis, University Press of Michigan.
- GASTELLU, J.-M. 1979 « Mais où sont ces unités économiques que nos amis recherchent tant en Afrique ? », *Stateco*, 94 : 10-27.
- GODELIER, M. (DIR.) 1974 *L'anthropologie économique, un domaine contesté*, Paris, Mouton.
- GRANOVETTER, M. 1985 « Economic Action and Social Structure. A Theory of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, 91 : 481-510.
- GRILLO, R. & REW, A. (EDS.) 1985 *Social Anthropology and Development Policy*, London-New York, Tavistock.
- HERSKOWITS, M. J. 1941 « Anthropology and Economics, a Rejoinder », *Journal of Political Economy*, 49 (April) : 269-278.

- HUGON, P. ET AL. 1976 *Petite production marchande et secteur informel en Afrique*, 2 vol., Paris, IEDES.
- 2005 « Modes d'organisation des filières agro-alimentaires en Afrique et efficacité des marchés », *Notes et études économiques*, 23 (septembre) : 87-112.
 - 2009a *L'économie de l'Afrique*, Paris, La découverte (« Repères »).
 - 2009b *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, SEDES.
- KI ZERBO, J. 2003 *À quand l'Afrique ?*, Paris, Édition de l'Aube.
- KNIGHT, F. H. 1941 « Anthropology and Economics », *Journal of Political Economy*, 49 (April) : 247-268.
- LAFAYE DE MICHEAUX, E., MULOT, E. & OULD-AHMED, P. 2007 *Institutions et développement. La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, Paris, Presses universitaires de Rennes.
- LE MEUR, P.-Y. 2008 « Le développement comme constructivisme. Point de vue anthropologique », *Sociétés, politiques comparées*, 8 (oct).
- LE MOIGNE, J.-L. 1995 *Le constructivisme (des fondements, des épistémologies)*, 2 vol., Paris, ESF.
- LÉVI-STRAUSS, C. 1958 *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.
- MALINOWSKI, B. 1970 *Une théorie scientifique de la culture*, Paris, Maspero.
- MARIE, A. 1999 *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala.
- MAUSS, M. 1923 « Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année sociologique* TI, reproduit dans *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1966 : 145-177.
- MEILLASSOUX, C. 1975 *Femmes, greniers, capitaux*, Paris, Maspero.
- MENGER, C. 1976 [1871] *Principles of Economics*, New York, New York University Press.
- MORGAN, L. H. 1971 [1877] *La société archaïque*, Paris, Anthropos.
- NICOLAI, A. 1984 « Et le poussent jusqu'au bout », *Connexions*, 10 : 90-11.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P. 1995 *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- OULD AOUDIA, J. & MEISEL, J. 2007 « Profils institutionnels 2006. Présentation d'une base de données d'indicateurs institutionnels sur 85 pays développés et en développement », *Documents*, Paris, AFD/Direction de la prévision.
- POLANYI, K., ARENSBERG, C. M. & PEARSON, H. W. 1957 *Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, Paris, Larousse.
- REY, P. 1973 *Les alliances de classes*, Paris, Maspero.
- SAHLINS, M. 1976 *Âge de pierre, âge d'abondance. Essai sur l'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard-NRF.
- TERRAY, E. 1969 *Le marxisme devant les sociétés primitives. Deux études*, Paris, Maspero.
- WARNIER, J.-P. 2009 « Les politiques de la valeur », *Sociétés, politiques comparées*, 11 (janvier).
- WINTER, G. 2010 *À la recherche du développement*, Paris, Karthala.

ANNEXES

Annexe. Les institutions des différentes sociétés

Les sociétés humaines se caractérisent par certaines institutions universelles renvoyant au langage, à la technique, à la reproduction démographique, au sens donné à la vie et à la mort, à l'expression des rapports de pouvoir, à la gestion des conflits et de la guerre ou au rôle que chacun occupe dans la hiérarchie sociale : la famille, le pouvoir politique, religieux, militaire, les instances éducatives et producteurs de symbole ou celles gérant les liens de l'homme et de la nature. Il y a dans toute société une définition des inclus et des exclus. Mais la hiérarchie entre les ordres domestiques, politiques, économiques, symboliques et naturels diffère selon les sociétés. Les combinaisons entre les référents de la marchandise et du public et du communautaire diffèrent. De même, les conceptions du temps, des rapports de l'homme à la nature (anthropocentrées ou écocentrées) où les significations diffèrent. Les sociétés humaines combinent, selon des degrés différents des référents identitaires et des relations personnalisées à des niveaux localisés, des liens de citoyenneté dans le cadre des frontières des États-nations et des relations contractuelles de la part d'individus ou d'organisations transnationales. En Afrique, la première strate domine. Parmi les traits institutionnels spécifiques aux sociétés africaines domine le faible degré de formalisation des systèmes de régulation (personnalisation versus distanciation, cadre non légal), un très grand spectre concernant les formes de l'État (des régimes autoritaires aux régimes faibles, État mou), et des institutions (Hugon 2009b ; Ould Aoudia & Meisel 2007).

LES INSTITUTIONS FONDAMENTALES ET LES ORDRES DOMINANTS SELON LES SOCIÉTÉS

Ordres	Institutions universelles	Rôle	Modernité occidentale	États rentiers	Sociétés segmentaires
Domestique	Familles	Socialisation, reproduction démographique intergénérationnelle	Ménage, unité économique de flux et de patrimoine	Ménages, esclaves ou captifs	Lignage, famille élargie, captifs domestiques
Politique	Pouvoirs institués	Violence légitimée par le vote ; sécurité, ordre, guerre	État-nation, citoyenneté, démocratie, droits de l'homme	État fort, arbitraire, militaire, religieux, régimes rentiers	Clans, ethnies, castes, factions
Économie	Unités de production, répartition et consommation	Production, répartition, consommation de richesses	Capital, propriété privée, marchandisation, financiarisation	Monnaie, marché. Prestations/ redistributions, tribut, rente	Transactions personnalisées, commerce lointain
Symbolique	Instances éducatives, religieuses, culturelles	Signification, langage, communication, culture	Libertés individuelles, efficacité, projection dans le futur, NTIC	Religieux, Dieu, gloire du Prince	Sacralisation ancêtres, reproduction, « animisme » (oralité et ruralité)
Nature	Instances liées aux rapports de l'homme et de la nature	Reproduction des écosystèmes, maîtrise de la nature	Nature <i>res nullus</i> , anthropocentrée, droits de propriété privée, marchandisation	Propriété de l'État. Accès aux ressources par conquêtes,	Écocentré, règles de reproduction, divers modes d'appropriation

NOTES

1. Voir le débat entre M. J. HERSKOWITS (1941) et F. H. KNIGHT (1941).
 2. Voir l'Inca ou le Chinois de Quesnay, le chasseur de Smith, l'Indien de James Mill, le sauvage de Say.
 3. Initialement ce réseau, Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain, fut étendu ensuite à informel pour i et Amérique latine et Asie pour a. Il regroupait des collaborateurs de l'INSEE, de l'ORSTOM et du ministère de la Coopération.
 4. Voir notamment le travail pionnier de FERGUSON (1990) au Lesotho.
 5. L'holindividualisme vise à combiner holisme des structures et des déterminants collectifs et individualisme des comportements et des stratégies.
-

RÉSUMÉS

Résumé

Les disciplines économiques et anthropologiques, notamment africanistes, ont été généralement caractérisées par des exclusions et des cloisonnements. L'économie s'intéresse principalement aux sociétés marchandes et capitalistes occidentales et mobilise des catégories à vocation universelle alors que l'ethnologie ou l'anthropologie prennent pour champ les sociétés « primitives » exotiques ou premières, et privilégient les catégories et représentations des acteurs. Le champ du développement a été un lieu de rencontre obligé des deux disciplines. L'économie a cherché à aborder les sociétés non occidentales et l'anthropologie a été confrontée aux projets de développement. Cet article rappelle les oppositions historiques entre les éclairages économiques et anthropologiques avant de présenter certains enjeux méthodologiques et épistémologiques d'une anthropologie économique du développement en l'illustrant par la filière coton.

Abstract

Economics and anthropology as africanist social sciences have known a separate evolution. Economics are mainly interested by capitalism and Western societies and mobilize universalist concepts. Ethnology or anthropology on the other hand study more traditional, "primitive" or exotic societies. However the two meet and have some confrontation when they study development. Firstly, this article recalls the historical oppositions between the economical and the anthropological points of view. Secondly, it presents some of the methodological and epistemological stakes of development economic anthropology. Lastly this paper illustrates this debate in examining the case of the chain value within the economic overall process of cotton production and exchange.

INDEX

Mots-clés : anthropologie, développement, économie, enveloppement, filière, marché, mésosystème, mondialisation, rationalité

Keywords : Anthropology, Development, Economy, Involution, Chain Value, Market, Meso System, Globalization, Rationality

AUTEUR

PHILIPPE HUGON

Université de Paris Ouest Nanterre, La Défense, IRIS.